



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETÉ N° 358/DDPP/2012.  
portant mise en demeure**

La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 "installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air" ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 février 2004 modifié réglementant les activités de la S.A. MOB OUTILLAGE (ex FORGES DE LA LOIRE ET MILOURD) au Chambon-Feugerolles, 20 boulevard d'Auvergne ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 11 octobre 2012, établi à la suite d'une visite d'inspection du 5 octobre 2012 constatant une situation de non conformité de l'installation au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 susvisé ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

**ARRETE**

**Article 1 :** La S.A. MOB OUTILLAGE, pour son installation située au Chambon-Feugerolles, 20 boulevard d'Auvergne, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 susvisé, et notamment les dispositions suivantes :

- **Titre II article 4.3 Nettoyage et désinfection de l'installation à l'arrêt :** obligation de vidange nettoyage désinfection à chaque arrêt prolongé
- **Titre II article 12 Dispositions relatives à la protection des personnels :** mise en place, sous 10 jours, d'un panneau apposé de manière visible signalant l'obligation du port du masque
- **Titre II article 10 Bilan périodique :** transmission du bilan annuel à l'inspection des installations classées sous 10 jours
- **Titre II article 4.1 Dispositions générales alinéa e :** création de la procédure d'arrêt immédiat sous un mois
- **Titre II article 4.1 Dispositions générales alinéa d :** réalisation d'une analyse méthodique de risques de développement des légionelles sur l'installation sous trois mois
- **Titre III article 4.9 Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée :** réalisation de l'analyse triennale sous trois mois
- **Titre II article 11 Contrôle par un organisme agréé :** réalisation d'un contrôle par un organisme agréé sous trois mois

**Article 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du code de l'environnement.

**Article 3 :** En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations, Monsieur Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et, Monsieur le Maire du Chambon-Feugerolles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairies où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairies, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 30 OCT. 2012

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société MOB OUTILLAGE


20 boulevard d'Auvergne

42 500 LE CHAMBON-FEUGEROLLES

- Inspection des installations classées DREAL Loire

- Archives

- Chrono

Paul Le Peuple  
et son épouse  
Le Secrétaire Général  
  
Patrick FERIN